

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

LES NATIONS UNIES ET LES FEMMES

A propos de la Conférence de Nairobi
(10-27 juillet 1985)

Après l'Amérique latine et l'Europe, c'était à l'Afrique d'attirer l'attention sur la condition des femmes. Au terme de la décennie ouverte avec l'Année internationale des femmes (1975), le but de la conférence de Nairobi, qui réunit quelque 14 000 femmes à l'initiative de l'ONU, était de dresser un bilan des réalisations des gouvernements des 157 pays membres, d'identifier les obstacles rencontrés au cours des années écoulées et d'adopter les résolutions qui doivent constituer la stratégie des Nations Unies pour les femmes jusqu'à l'an 2000.

Le forum des Organisations non gouvernementales (ONG) a permis de réaliser plus de 1 000 ateliers en sept jours ; ces ateliers, coordonnés par la Tribune internationale de la décennie, avaient été organisés et se tenaient sous la responsabilité des ONG qui en avaient fait la demande. Outre les thèmes fondamentaux (emploi, santé, éducation), diverses questions furent abordées, comme les femmes dans les situations d'urgence, la famille, les médias, les femmes âgées, les réfugiées, les migrations... Parallèlement aux ateliers, il était possible d'assister à des manifestations telles que festivals de films de femmes ou expositions de technologies utilisables par les femmes pour améliorer leurs conditions de vie et de travail (transformation et préparation des aliments, agriculture, petite industrie...). De manière plus informelle, des personnalités comme Betty Friedan tenaient des réunions quotidiennes sous un arbre du campus et parlaient, sur le thème « féminisme et pluralisme » ; des menaces du fondamentalisme pour les droits acquis des femmes ; on remarquait aussi les interventions de H. Allende (Femmes et combat pour les droits de l'homme), C. King (Problèmes de communication) ou Angela Davis. Tous les jours, un journal était édité par une équipe internationale de journalistes indépendantes et distribué aux déléguées.

Afin d'aider les ONG à améliorer la condition des femmes, des outils ont été progressivement mis en place par les Nations Unies pour compléter les dispositifs de coopération multilatérale et bilatérale existants : fonds pour financer les projets de développement gérés par les femmes ou s'adressant à elles, tel le United Nations Voluntary Fund for Women, programmes de recherche et de formation comme moyens de trouver des solutions aux problèmes rencontrés par les femmes. Dans cet esprit a été créé l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, basé à Saint-Domingue, les pays du Tiers monde partageant le souci de lier la recherche à l'action et de réfléchir sur les répercussions de la recherche sur le développement. Des centres de recherche et des réseaux internationaux de chercheurs étaient représentés et considéraient la recherche comme un instrument au service d'un développement participatif et de l'amélioration de la vie des femmes.

Se situant au niveau du quotidien et de la base, les ONG agissent sur l'évolution des mentalités et des conditions de vie des femmes et font ainsi indirectement pression sur les gouvernements conduits, tôt ou tard, à formaliser certaines des transformations en cours. Tous n'interviennent pas avec le même empressement en faveur des femmes et l'on a pu le déplorer à Nairobi, même si l'adoption de mesures légales est considérée comme indispensable, mais non suffisante à l'amélioration de leur condition. Les femmes sont, on le sait, confrontées à des problèmes de mentalité de la part des gouvernements, des médias et de la population masculine en général qui les a traditionnellement reléguées dans des rôles subalternes, et confrontées aussi à des problèmes économiques et sociaux.

Il a été beaucoup question à Nairobi, comme cela avait été le cas à Mexico, du facteur économique : inflation, endettement, chômage, dont les femmes souffrent profondément ; les politiques d'austérité mises en place réduisent la portée des programmes d'assistance sociale et l'accroissement du chômage touche en premier lieu les secteurs économiques où travaillent les femmes. Avec la crise, la situation en 1985 a été jugée plus grave et plus préoccupante qu'au début de la décennie, notamment du point de vue des délégations latino-américaines. Les femmes africaines ont, elles, insisté sur leur rôle dans l'agriculture au moment où l'Afrique apparaît comme un continent malade de la faim ; crise alimentaire et condition féminine sont liées. Il y a antinomie entre bon nombre de politiques de développement rural, inadéquates car non fondées sur les besoins vitaux des populations, et l'insuffisance de l'appui accordé aux femmes dans la production vivrière. De nombreux obstacles sont à surmonter dans ce domaine et des solutions sont à trouver pour reconsidérer la place des femmes dans les politiques de développement : rendre visible le travail qu'elles effectuent, par exemple en le comptabilisant dans le PNB, leur donner accès à la propriété, etc.

Les problèmes politiques ont été au cœur de nombreux dégâts : guerres, répression, apartheid, racisme, transferts forcés de populations, atteintes aux droits fondamentaux des femmes et des familles par les régimes autoritaires et les dictatures. On s'attendait, à l'ouverture de la conférence, à des oppositions idéologiques et politiques entre les différentes délégations ; elles ont eu lieu comme prévu, d'autant que certains pays avaient délégué des ONG représentant l'idéologie officielle du régime,

sinon parfois leurs agents secrets déguisés en journalistes chargés de repérer les dissidences.

Il semble difficile dans ces conditions d'aborder les problèmes des femmes par une approche unique ; alors que des problèmes communs liés à leur sexe (à leur genre) méritent de les unir dans des luttes solidaires, de nombreuses divergences de classe, de race, de culture, de degré de développement, les séparent. C'est ainsi que des différences de préoccupations entre les femmes du Nord et les femmes du Sud ont pu être observées à Nairobi, par exemple dans le domaine de la santé ; alors que les ateliers ayant trait aux « pratiques traditionnelles agissant sur la santé des femmes et des enfants en Afrique » mettaient l'accent sur les mutilations sexuelles, clitoridectomie et infibulation, des discussions passionnées opposaient, d'une part, les ONG et les collectifs européens militant en faveur de l'abolition de ces pratiques et, d'autre part, des organisations de femmes africaines reprochant aux précédents de s'intéresser en priorité aux aspects « sensationnels » de leur santé. Plus importantes, d'après les Africaines, sont les questions soulevées par l'insuffisance de protection maternelle et infantile et de protection des femmes pendant la grossesse, par les maladies infectieuses et diarrhéiques, et par le rôle des femmes dans les soins de santé primaires et la nutrition ; plus importants sont également les problèmes d'assainissement : manque d'eau potable, pollution de l'environnement, manque de latrines et de décharges ; plus importants, enfin, sont les problèmes de manque d'éducation, en particulier d'éducation sanitaire, d'information et de formation. Les aspects spécifiquement féminins de la santé (contrôle des naissances, contraception, avortements) ont été abordés aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. Par contre, certaines questions considérées au forum comme spécifiques des pays occidentaux, telles que l'homosexualité, ont attiré des réactions contradictoires et souvent hostiles. Il semble que les problèmes relatifs aux comportements sexuels non reproductifs ne puissent être abordés que lorsque la faim et les autres besoins élémentaires ont été résolus. La réflexion sur la sexualité serait alors un luxe que ne peut se permettre tout le monde.

L'inégalité n'existe pas seulement entre les hommes et les femmes, mais aussi entre les membres de la société indépendamment de leur sexe, entre les classes sociales, donc, et bien sûr, entre les pays nantis et les pays en développement. La résolution des problèmes des femmes dans les pays du Tiers monde recoupe la résolution des problèmes de développement : les hommes aussi manquent d'eau et de nourriture ; si certains problèmes sont spécifiquement féminins, d'autres concernent toute la famille, tels la santé, la nutrition, là où le rôle de la femme est prépondérant.

La solidarité, a-t-on dit souvent au forum, n'a pas de sens s'il n'y a à partager que la pauvreté et les difficultés. Une plus grande justice est donc indispensable et, en tout premier lieu, il nous appartient de la promouvoir dans les relations Nord-Sud et dans l'Ordre économique international.

Martine Gibert